

département, les corps où les engagés peuvent être reçus.

« Toute facilité sera donnée aux jeunes gens pour se renseigner à cet égard dans les préfectures, les bureaux des sous-intendants militaires et les dépôts de recrutement.

« Aussitôt après leur engagement, les jeunes gens devront, sauf ceux qui demanderont un sursis d'appel, se rendre chez le sous-intendant militaire, qui leur délivrera une feuille de route individuelle pour se mettre en route le 10 mars 1873.

« Les engagés volontaires d'un an partiront isolément du lieu de leur résidence pour leur corps, à la date indiquée sur leur feuille de route, de manière à être rendus à destination au jour également fixé par ladite feuille.

« C'est seulement à leur arrivée au corps qu'ils recevront l'indemnité de route à laquelle ils ont droit.

« Tout engagé qui, sans cause légitime, ne se serait pas mis en route de manière à être rendu à son corps dans le délai prescrit serait arrêté par la gendarmerie et pourrait être conduit de brigade en brigade à sa destination.

« Les sursis de départ pour continuation d'études, accordés exclusivement aux jeunes gens dans les conditions de l'art. 63 de la loi, doivent être demandés au général commandant le département immédiatement après que l'acte d'engagement a été contracté (n° 77 de l'instruction du 1^{er} décembre 1872).

« Le Journal officiel publie à la suite de cette note le tableau indiquant par département les corps sur lesquels pourront être dirigés les volontaires d'un an.

« L'évêque de Versailles a récemment adressé à M. Thiers la lettre suivante pour protester en faveur du maintien des maisons générales :

« A M. le président de la république.

« Versailles, le 18 janvier.

« Monsieur le président,

« Parmi les lois injustes et spoliatrices du gouvernement usurpateur d'Italie, il faut distinguer celle qui a pour objet la suppression des ordres religieux. Ce dernier attentat, selon nous, est gros de conséquences extrêmement graves, non-seulement au point de vue des intérêts de l'Eglise, mais encore au point de vue des intérêts de la société et de la civilisation.

« Chacun sait qu'à Rome les corporations religieuses ont un caractère particulier. Elles tiennent par leur nature au gouvernement général du monde chrétien. Toutes les nations catholiques y ont des droits par cela même qu'elles ont contribué d'une manière plus ou moins directe à leur fondation, à leur développement et à leur splendeur.

« Or, nier ces droits, les fouler aux pieds, pour se conformer aux exigences d'une politique qui s'attribue le pouvoir de bouleverser tous les principes reçus, n'est-ce pas déclarer hautement que la force prime le droit ? N'est-ce pas rétrograder vers des siècles de persécution et de barbarie ?

« Mus par un dernier sentiment de pudeur et d'équité, les ministres italiens avaient admis dans leur projet une exception en faveur des maisons générales. C'était pour nous un espoir. Quand la racine n'est pas enlevée du sol, on peut croire qu'elle se ravivera, et qu'elle produira de nouveaux rejetons. D'après ce qui se passe, tout espoir s'évanouit. Il est évident que la Chambre, cédant à son mauvais génie, veut une destruction complète des ordres religieux.

« Eh bien, monsieur le président, c'est contre un tel fait, ou mieux contre un tel forfait, que les évêques de France viennent protester auprès de vous. Dans l'ordre politique et civil, vous êtes le premier représentant de la fille aînée de l'Eglise, le premier dépositaire de l'autorité, un grand devoir vous incombe : celui de porter nos protestations à la connaissance du gouvernement de Victor-Emmanuel, et de les appuyer de toute votre énergie. Sans doute, la mission que la Providence vous impose à ce sujet est délicate, difficile, mais elle est belle et glorieuse. Vous parlerez au nom du clergé, au nom des catholiques, au nom de tous les hommes pour qui le droit public est encore quelque chose. Quoi qu'il arrive, que vos efforts aient du succès ou qu'ils n'en aient pas, vous aurez fait un acte de bonne politique et préparé une belle page pour votre histoire.

« J'ai l'honneur d'être, avec le plus grand respect, monsieur le président, votre très-humble et très-dévoté serviteur.

« F. PIERRE, évêque de Versailles. »

« Deux autres hauts dignitaires de l'Eglise, les évêques de Langres et de Vannes, viennent de s'associer à cette démarche, et c'est encore dans l'Univers que nous trouvons ces deux nouveaux documents. Ce qu'il y a de plus saillant dans le second, celui de l'évêque de Vannes, c'est la réclamation particulière qu'il contient en faveur de la maison générale du Gesù, c'est-à-dire des Jésuites, dont, suivant l'honorable prélat, l'expulsion a toujours été le signal de nouveaux maux publics. »

« L'affaire du prince Napoléon contre MM. Victor LeFranc, ex-ministre de l'intérieur, Léon Renault, préfet de police, Patinot et Clément, en réparation du préjudice qui lui aurait été causé par son expulsion illégitime du territoire français, affaire tant de fois remise pour motifs de « haute convenance » ou autres, venait le 29 en ordre utile à l'audience de la première chambre du tribunal de la Seine.

« L'attente du public nombreux qui s'était porté à cette audience a été encore une fois trompée.

« A l'appel de la cause, M. Pinard, ancien ministre de l'empire, avocat du demandeur, au lieu et place de M. Busson-Billaud, qui d'abord avait été désigné, a posé des conclusions incidentes tendant à la communication du procès-verbal du 12 octobre 1872, jour de l'expulsion, cause du procès. Cette pièce, signée par M. Patinot, délégué de la préfecture de police, et par le prince Napoléon, permet seule, a dit M. Pinard, d'apprécier la part de responsabilité

incombe à chacun des fonctionnaires susnommés. Communication en a été demandée à la préfecture de police, qui l'a toujours refusée.

« En réponse à ces conclusions, M. Dubuis, se présentant pour M. Léon Renault, a établi de la façon la plus péremptoire que ce procès-verbal n'avait jamais été déposé à la préfecture de police. Ce n'est point là sa place, mais à Versailles, dans les archives du ministère de l'intérieur, où il se trouve en effet.

« M. Victor LeFranc, se présentant pour lui-même, a pris ensuite la parole, quoiqu'il fût en habit de ville, et a présenté quelques observations personnelles. « Je ne suis plus aujourd'hui ministre de l'intérieur, a-t-il dit, et par conséquent je n'ai point en ma possession la pièce dont on demande la communication, car je prie le tribunal de croire qu'en quittant le ministère je ne me suis point permis d'emporter les documents officiels qui pouvaient m'intéresser directement ; si d'ailleurs j'avais commis un tel acte, je me garderais bien de les livrer à la publicité. » Cette allusion à la conduite récente de l'un des derniers ministres de l'empire a provoqué quelques sourires. Quant à l'acte d'expulsion, M. Victor LeFranc en a revendiqué toute la responsabilité et a exprimé le désir de rester seul en cause. « Je n'invoque la responsabilité de personne, ni au-dessus, ni au-dessous de moi dans l'ordre hiérarchique, par conséquent le procès-verbal dont vous réclamez la communication vous devient inutile. »

« M. Fourchy, avocat de la république, aux considérations qui précèdent, a ajouté celle-ci : que le prince Napoléon étant demandeur, n'avait point qualité pour exiger communication de pièces dont on n'avait pas encore expédié, et qu'en l'état de la cause il n'y avait point lieu de faire droit à sa demande.

« Le tribunal, après en avoir délibéré, a rendu le jugement suivant :

« Attendu que les défendeurs déclarent n'avoir point en leur possession le procès-verbal du 12 octobre 1872, la demande incidente du prince Napoléon est rejetée ; dépens réservés. »

« L'affaire a été renvoyée à quinzaine pour être plaidée au fond.

« On écrit de Lyon, 29 janvier :

« On est fixé maintenant sur le sort du président de la Fontaine de Nantua, disparu à Villefranche-sur-Mer, près de Nice, pour y louer une maison de campagne où il voulait passer l'hiver. Il succomba là, le 1^{er} décembre, à une attaque d'apoplexie. Il ne portait sur lui aucun papier qui pût le faire connaître. »

« Un brick grec, le *Pangalos Sisif*, capitaine Mayotte-Pouriotte, allant de Tanagerog à Falmouth avec un chargement de grains, s'est perdu sur les Glénans. L'équipage était de neuf hommes ; huit ont péri.

« Le bilan hebdomadaire de la Banque de France constate les résultats suivants à la date du 30 janvier :

Il y a augmentations sur le numéraire 500,000 fr. ; le portefeuille 11,300,000 fr. ; les billets en circulation 10,750,000 fr. ; les comptes particuliers 500,000 fr. et le compte du trésor 2,750,000 fr.

Il y a diminutions sur les avances sur lingots 250,000 fr.

Grande-Bretagne.

« Le Times du 28 janvier publie le leader suivant :

« Les aspirants au gouvernement de la France semblent convaincus que l'heure de l'action a sonné. Le gouvernement provisoire a fait son temps. Peut-être quelques mois de répit lui seront-ils accordés ; mais sa raison d'être perdant sa base, ce système doit disparaître.

« On croit fermement à Paris qu'à la fin d'octobre de la présente année, le dernier versement de l'indemnité de guerre amènera naturellement la libération totale du territoire occupé par l'étranger. Cette espérance peut être hasardée ; mais le doute sera mal accueilli en France.

« Le quatrième milliard sera payé, dit-on avec assurance, en mai prochain ; alors le Trésor public ayant à sa disposition 32 millions, 8 millions suffiront pour compléter le dernier milliard.

« En octobre, au plus tard, l'étranger ne foulera plus le sol national. Qui alors imposera aux passions populaires ? L'Assemblée de Versailles aura accompli sa mission. Une Constituante lui succèdera. Mais sous quelle influence se fera l'élection ? qui triomphera ? La république ? l'impérialisme ? la fusion monarchiste ?

« Si le principe républicain triomphe, la France aura-t-elle la république de M. Thiers, celle de M. Grévy ou celle de M. Gambetta ? celle enfin d'un autre aspirant, le prince Jérôme Napoléon ? La république existe, M. Thiers en est le chef, mais il ne gouverne pas sans obstacle et sans trouble.

« Les deux familles qui ont occupé successivement, depuis le commencement du siècle, le trône de France épient l'occasion favorable pour agir. Le prince Napoléon d'un côté, les princes d'Orléans de l'autre, attendent impatiemment l'heure de la délivrance. Le duc de Nemours a déclaré, sans ambages, que le rétablissement d'une monarchie constitutionnelle doit être l'œuvre de la volonté nationale et que le fils aîné de la maison de France est le représentant naturel de l'idée monarchique.

« La maison de France ! voilà une expression significative. Nous nous trouvons ramenés avant les trois journées de juillet 1830, pour ne pas dire à 1789. Le comte de Chambord n'a pas de compétiteur dans sa famille. Quant à la cocarde et au drapeau, la France est trop habituée au changement pour ne pas reculer sans déshonneur. Pour qu'un fils de Louis-Philippe tienne un tel langage, il faut qu'il trouve excellentes les chances de Henri V.

« Que dit, à son tour, le prince Jérôme ? Son attitude est bien dessinée. Il répète le manifeste de Clisleshrut. Nous avons dit que les bonapartistes formaient deux camps distincts ; on se tromperait grandement en pensant que

le prince Napoléon partage les vues de l'impératrice. Il a, paraît-il, son plan à lui. Il se pose en chef de la famille. Nous ne pourrions dire sur quelle autorité il base sa prétention. L'ordonnance de famille de Napoléon I^{er} reconnaît comme ayant droit à la succession au trône Jérôme et ses enfants après Louis et ses fils. Le prince impérial est donc l'héritier direct de l'empire. Celui-ci a confirmé l'esprit et la lettre de l'ordonnance de famille. Cordialement attaché à son cousin, après avoir assisté aux funérailles, le fils de Jérôme est resté quelques jours auprès de l'impératrice sans toutefois compromettre en rien la position qu'il voulait prendre. Son intention est très simple. La perspective de la prochaine libération du territoire et les mouvements des princes d'Orléans ont hâté sans doute la manifestation de projets conçus depuis plusieurs mois, lorsque le prince est venu en France et que M. Thiers l'a aussitôt éloigné. L'hôte de M. Maurice Richard s'est mis en rapport avec M. Rouher ; comment expliquer ses intentions ?

« Les Napoléons ont le privilège de la régence et de l'expansion à leur gré. Le prince Napoléon déclare aujourd'hui qu'il se soumet loyalement au gouvernement actuel comme il se soumettra à toute forme gouvernementale qu'approuvera la nation. Ce qu'il demande en retour, c'est que ses droits de citoyen français soient reconnus. Après cette reconnaissance, qui ne lui sera pas refusée, il fera son devoir. En conseiller général sous la république, il remplira sa mission comme il remplira celles qui lui seraient confiées par les concitoyens. Si la Corse le nomme membre de la Chambre présente ou de celle qui lui succédera, il prendra son siège de représentant. Si enfin la France voyait dans cet autre neveu de l'oncle le sauveur de la société, il se garderait bien de refuser l'emploi. Le prince Napoléon, en un mot, entrerait à la Chambre comme, il y a vingt-cinq ans, son cousin y est entré. Les prétentions du prince peuvent servir à juger quel est le sort réservé pour la France. »

« Le *Birmingham Post* annonce que le gouvernement anglais étudiait activement, en ce moment la question de l'achat des chemins de fer par l'Etat. Il ne serait pas improbable, d'après ce journal, qu'un premier essai fût fait au commencement de l'année prochaine, par l'achat des chemins de fer irlandais ; puis, en cas de succès, le gouvernement entamerait des négociations pour l'acquisition des lignes anglaises. Le *Birmingham Post* ne peut indiquer d'une manière précise où en sont les études et le projet, mais il se dit en position d'affirmer que l'enquête préalable est commencée.

Italie.

« On nous télégraphie de Rome, dit la *Liberté*, que le pape a eu une très longue conversation avec notre ambassadeur, M. de Corcelles, à propos de la suppression des maisons générales de Rome, qui paraît imminente.

« Je suis vieux, aurait dit le pape, et ma place est à Rome. Toutefois, si l'on venait à supprimer les maisons des ordres monastiques, cette mesure équivaldrait en quelque sorte à l'impossibilité radicale, absolue, d'exercer le gouvernement de l'Eglise.

« Dans ces conditions, mon devoir serait de quitter Rome. Je ne demande aucune intervention en ma faveur ; il y a longtemps que je n'attends plus rien de Dieu ; mais comment ne fait-on pas comprendre au gouvernement italien qu'en cédant aux passions populaires qui veulent la suppression des ordres religieux, même à Rome, il manque à tous ses engagements et ne tient aucun compte de ses déclarations spontanées ? »

« M. de Corcelles, fort embarrassé, se serait borné à répondre que la France a toujours donné à l'Italie des conseils pleins de modération, et qu'il en référerait à son gouvernement.

« Le pape a reçu le 29 janvier le baron de Hubner et M^{rs} Strossmayer, qui a proclamé ce mois-ci dans son diocèse de Diakowar les décrets du Vatican sur l'infailibilité.

« L'observateur *Romano* dément la nouvelle que le pape aurait permis aux évêques italiens de demander l'acceptation du gouvernement.

« Séance de la Chambre du 28 janvier. — Répondant à M. Lazzaro, M. Lanza dit que les délibérations des corps administratifs en faveur d'une souscription pour un monument à ériger à Napoléon III n'ont pas un caractère politique, mais moral. Elles n'impliquent pas une adhésion à ses actes, mais un sentiment de reconnaissance pour sa conduite généreuse envers l'Italie.

« Un décret exproprié en partie ou en totalité, pour cause d'utilité publique, seize cents de Rome ; le capital équivalent sera inscrit au grand livre de la rente 5 0/0.

« Dans la journée du 25, dit le *Piccolo* de Naples, le Vésuve a voulu nous donner le spectacle d'une petite éruption.

« Dans la matinée déjà, il avait lancé une forte colonne de fumée. A midi les mugissements sont devenus assez forts pour faire trembler les vitres des maisons les plus élevées de Castellamare et le cratère a lancé des flammes et des pierres ardentes à une certaine hauteur. Le lendemain, la fumée du volcan était plus abondante qu'à l'ordinaire.

Suisse.

« Les dernières nouvelles de Suisse concernant le conflit religieux qui a éclaté dans l'évêché de Bâle ne sont pas dépourvues de gravité. Non-seulement la rupture est complète entre la majorité des Etats diocésains et l'évêque, mais encore il y a scission entre ces Etats eux-mêmes, les cantons de Berne, Soleure, Argovie, Thurgovie et Bâle-Campagne s'étant prononcés officiellement contre M^{rs} Lachat, tandis que les cantons de Lucerne et de Zoug se sont séparés de leurs collègues et déclarés en faveur de l'évêque.

« Une dépêche de Soleure, 29 janvier, porte que le résultat définitif de la conférence diocésaine qui a siégé la veille dans cette ville, a été le vote, par 5 voix contre 2 (Lucerne et

Zoug), des propositions émanant du gouvernement cantonal de Berne, conçues en substance comme suit :

1^{re} L'approbation donnée par l'Etat à l'élection de M^{rs} Eugène Lachat de la Scheulte comme évêque de Bâle est retirée, et l'évêque est destitué de ses fonctions. 2^{re} M^{rs} Lachat n'exercera plus aucunes fonctions épiscopales dans les cantons du diocèse de Bâle et les Etats diocésains sont invités, soit à retirer le traitement de l'évêque, soit à mettre sous séquestre les fondations sur lesquelles M^{rs} Lachat percevait ses émoluments. 3^{re} Le gouvernement cantonal de Soleure est invité à fixer un délai à l'évêque pour évacuer le palais épiscopal. 4^{re} Les Etats diocésains éliront un administrateur intérimaire du diocèse. 5^{re} Les cinq Etats diocésains de Berne, Soleure, Argovie, Thurgovie et Bâle-Campagne entameront immédiatement des négociations pour réviser la convention diocésaine. 6^{re} Le résultat de ces négociations sera communiqué aux gouvernements de Lucerne et de Zoug. 7^{re} Le Conseil fédéral suisse est invité à porter à la connaissance du Saint-Siège, par voie diplomatique, les décisions de la conférence des Etats diocésains de l'évêché de Bâle.

« La conférence a résolu en outre de publier le résultat de ses délibérations par une proclamation au peuple suisse.

« Enfin, — et ce sont les nouvelles les plus récentes, — un télégramme de Berne, 30 janvier, annonce que les gouvernements de Lucerne et de Zoug ont déclaré : « qu'ils ne pourraient reconnaître aucun autre évêque que M^{rs} Lachat lui-même et qu'ils soutiendraient ce prélat de toutes leurs forces dans l'exercice de ses fonctions épiscopales. »

« A propos de la mort de Napoléon III et de sa qualité de citoyen suisse, la *Gazette de St-Gall* invoque l'autorité de l'histoire de Baumgartner pour prouver que Louis-Napoléon n'avait reçu de sa propre volonté que le droit de bourgeoisie d'honneur du canton de Thurgovie, et non le droit de bourgeoisie effective d'une commune de ce canton. Dans sa réponse en date du 16 mai 1832, le prince rappela sa nationalité française, de manière à montrer clairement qu'il n'entendait nullement renoncer à sa qualité de citoyen français, ce qui, d'après le droit fédéral, eût été nécessaire pour qu'il devint de fait citoyen suisse.

« La section bernoise de la Société suisse de statistique s'est prononcée, dans une séance qu'elle a tenue, le 22 janvier, en faveur du maintien des fonctions de directeur du bureau fédéral de statistique ; en outre elle a résolu de demander au Conseil fédéral que le directeur soit autant que possible un Suisse, et de désigner comme candidat le plus capable M. le professeur Kinkelin, de l'université de Bâle.

« L'université de Zurich n'a jamais encore été aussi fréquentée qu'elle l'est cette année ; 469 étudiants suivent les cours de cet hiver ; on compte 271 étudiants en médecine, parmi lesquels 81 dames, 93 étudiants en philosophie, dont 28 dames, 41 théologiens, 30 juristes. Quant à leur origine, 93 sont suisses, 133 appartiennent au reste de la Suisse, et 211 (dont 107 dames) sont étrangers.

« D'un autre côté le Polytechnicum compte 700 élèves.

Espagne.

« Une dépêche de Madrid, 30 janvier, 2 h. 10 m. du matin, porte que S. M. la reine Marie-Victoire vient de donner le jour heureusement à un prince.

Portugal.

« Les funérailles de l'impératrice douairière du Brésil ont eu lieu le 29 janvier à Lisbonne. Les dignitaires de la cour, les hauts fonctionnaires, des délégués de différentes corporations et des détachements de la garnison de Lisbonne faisaient partie du cortège funèbre.

Amérique.

« Les hostilités avec les Indiens de l'Oregon continuent à la date du 29 janvier. On craint des massacres. Les familles prennent la fuite. Des renforts de troupes ont été envoyés.

« Le *Monde* reçoit de New-York la correspondance suivante :

« Une fatalité implacable semble poursuivre M. Barnum, le fameux Showman, dont le nom est historique. Il y a trois ans, son théâtre et son musée, situés au centre de Broadway, devinrent la proie des flammes. C'était là une perte immense, mais l'habile entrepreneur compta que ce peut l'être américaine. D'antres, avec la belle fortune dont il jouissait, auraient pris le parti de renoncer aux affaires ; lui, se souvenant des deux mots *go ahead and excelsior*, se hâta de construire un nouveau musée dans la quatorzième rue, qui était connu sous le nom de *Circus ou Barnum's Museum*. A grands frais il fit venir de tous les coins du globe les animaux les plus rares ; il y joignit une galerie précieuse de figures en cire, des statues, de magnifiques d'appareils de physique, etc. Ce musée avait un attrait spécial pour les habitants de New-York et les étrangers.

« On trouvait là réuni tout ce qui pouvait flatter la curiosité humaine, sans compter l'exhibition des plus étranges phénomènes vivants, et des représentations dramatiques et comiques. La jeunesse de la ville se promettait une agréable récréation pour les vacances de Noël, et le caissier se réjouissait en supputant la grosse recette qu'il allait faire. Hélas ! le jour de Noël, le musée de Barnum n'offrait qu'un amas de débris fumants, et ses objets d'art, ses animaux d'un si grand prix, n'existaient plus.

« Dans la nuit du 24 décembre, par un froid très-rigoureux, — car pendant que nous jouissons d'une température exceptionnelle pendant l'hiver, s'il s'en vient de la région du Nord, — les pluies ont fait défaut pendant l'automne, — le feu se déclara dans le bâtiment de l'hippothéon, sous les cages des bêtes féroces. C'était vers quatre heures du matin. L'homme

de garde qui le premier aperçut de la fumée, supposant que ce n'était qu'un feu de cheminée, croyait en venir facilement à bout avec quelques seaux d'eau. Il reconnut bientôt la stérilité et l'impuissance de ses efforts pour arrêter l'incendie, et sonna la cloche d'alarme.

« Les secours ne se firent pas attendre. Les *firemen* arrivaient de tous les points ; les pompes jouaient avec activité ; tout fut inutile. Au bout de deux heures, l'œuvre de destruction était accomplie. Au-dessous du plancher du théâtre était un large fourneau constamment allumé, et dont les tuyaux servaient de calorifère pour les appartements supérieurs. La chaleur avait lentement carbonisé les planches et les poutres qui touchaient les tuyaux, et quand on s'aperçut du sinistre, il était déjà trop tard pour l'arrêter, car les matières inflammables renfermées dans le sous-sol fournissaient un aliment aux flammes.

« Les murailles de ce bâtiment étaient en plaques de fer. On avait voulu construire, suivant un nouveau système, un théâtre à l'épreuve du feu. Eh bien ! la science humaine est confondue ! Le fer, en s'échauffant, communiquait la flamme aux objets environnants, et les jets d'eau des pompes ne produisaient aucun effet. On eût dit que cette construction, semblable à une immense fournaise, repoussait tous ceux qui voulaient s'en approcher pour combattre le fléau.

« Dans tout incendie on remarque des incidents tragiques ; mais ici il y avait quelque chose que l'imagination a peine à se représenter, tant la terreur était grande.

« Dans des cages faites de solides barres de fer et fermées à clef, se trouvaient près de cent animaux sauvages. Les premières bouffées de fumée leur procurèrent un certain malaise, qui s'accrut bien vite, à mesure que la chaleur devint plus intense. Au bout de quelques minutes, la position n'était plus tolérable ; aussi les ours et les tigres poussèrent-ils des hurlements effrayants ; ils s'élançaient avec rage contre les barres de leurs cages, comme pour les briser, puis ils retombaient et s'élançaient de nouveau, toujours avec le même insuccès.

« Les gardiens n'avaient pas les clefs, et, quand elles furent apportées, il était impossible d'approcher. Les éléphants attirèrent surtout l'attention. La femelle et son petit se tenaient serrés et cherchaient, à l'aide de leur trompe, à respirer un air plus frais ; le mâle, devenu furieux, ébranlait sa cage par la force de ses mouvements ; puis, reconnaissant l'impuissance de ses efforts, il s'accrochait sur ses genoux et paraissait résigné à son sort. Les gardiens parvinrent avec beaucoup de difficultés à sauver la mère et le petit ; mais le mâle, importé depuis peu d'Europe, refusa de se lever et de se laisser conduire ; on dut l'abandonner, et quand les flammes l'entourèrent, on entendit les affreux béglements qui jettent l'épouvante dans les forêts de l'Afrique.

« Les chameaux, au nombre de dix, s'agitaient de leur côté, puis tombaient sur les genoux. Un seul d'entre eux fut sauvé. Les singes, par leurs cris et leurs gambades, faisaient un vacarme infernal, et les gardiens s'efforçaient en vain de briser les cages à coups de marteau. Bientôt ce fut une scène qui dépasse toute description. Les rugissements des lions et des tigres, les cris aigus des léopards, les béglements des éléphants, le glapisement des renards, des singes, et les cris de douleur de tant d'autres bêtes sauvages, formaient un concert étourdissant, et rien ne pouvait les sauver. Le bruit s'éteignait peu à peu, et ce n'était bientôt qu'un triste râle d'agonie.

« La matinée du 24 décembre était, comme nous l'avons dit, excessivement froide ; les *firemen* initiaient de courage et d'activité, les flammes les repoussaient et ils avaient à la fois à endurer les rigueurs du froid et la chaleur du feu.

« Par un rare bonheur, les chevaux du cirque, tous d'un grand prix, étaient dans un autre bâtiment, et furent ainsi épargnés.

« Comme la foule s'attroupait et qu'elle gênait ainsi le mouvement des *firemen* et des pompes, un policeman poussa le cri : *Un lion s'est échappé !* aussitôt tous de se sauver dans les directions. La panique ne fut pas de longue durée, et les curieux ne tardèrent pas à se presser près du théâtre de l'incendie. Les plaques de fer étaient d'un rouge ardent, et tout l'intérieur du Musée, au bout de deux heures, n'offrait plus qu'un amas de débris enflammés. Hélas ! tout ne devait pas se borner là. A l'ouest du Musée se trouvait la manufacture d'objets en ivoire de M^{rs} Grote et C^o elle a partagé le même sort, et toutes ses richesses artistiques sont détruites.

« A l'est, on admirait l'élégante chapelle gothique des épiscopaux libéraux, comme sous le nom de *Grace chapel*. Dans ce temple, on cherche à imiter les cérémonies catholiques, tout en gardant les croyances protestantes. Il était richement orné pour les fêtes de Noël. Les flammes atteignirent le toit du bâtiment, qui s'écroula bientôt, entraînant la ruine de l'édifice ; puis le feu se dirigea sur la vieille maison de la famille de Lawrence, une des plus belles de New-York, et ne laissa debout que des murs lézardés et pantelants.

« Les efforts énergiques des *firemen* parvinrent à préserver les autres bâtiments voisins, tels que Steinway-Hall, l'Académie, la salle de l'Ammy, et ce fut une grande consolation de n'avoir pas d'autres désastres à déplorer. Toute la journée du 24 on continua à veiller et à pomper pour éviter une recrudescence du feu.

« Les pertes sont grandes sans doute, et l'on ne peut encore les apprécier. M. Barnum perd entre autres 2 lions, 2 tigres du Bengale, 1 léopard, 4 girafes valant chacune 100,000 fr., 2 ours polaires, 1 éléphant, 9 chameaux, etc., puis toute la galerie et les costumes de la troupe. Le tout vaut plus d'un million.

« M. Barnum, en véritable Yankee, se relève, et avant trois mois les étrangers débarquant à New-York pourront encore visiter le Barnum's Museum, et toutes les merveilles du monde viendront s'établir chez lui. N'est-ce pas

là un type étonnant, et n'est-on pas tenté de lui crier à travers les mers : Courage ! *Go ahead !* L'avenir vous réserve encore quelques succès !

« En même temps, l'incendie dévora une église protestante à Brooklyn, le fameux tabernacle du docteur Talmage. C'était un bâtiment à l'épreuve du feu, comme le musée de Barnum, et en l'espace de quelques heures, pour montrer une fois de plus la vanité de la science, ce n'était qu'un tas de ruines. Le feu paraît avoir pris naissance près du calorifère, probablement par la solution de continuité des tubes conducteurs de la chaleur. Le public a témoigné beaucoup de sympathie au docteur Talmage et à ses fidèles. Plusieurs confrères ont généreusement offert leurs églises à ces brébis sans berger.

« Les chemins de fer ne cessent de faire des victimes. Le 24 décembre, l'express, train se dirigeant vers le Nord, sur la ligne de Buffalo à Pittsburg, a déraillé près de Goose Creek, et les wagons ont été précipités d'une hauteur de 50 pieds. La machine a mis le feu aux wagons, et 35 voyageurs ont trouvé une mort fatale. L'émotion que produisent des accidents aussi terribles ne dure pas longtemps ; il n'est pas dans la nature des Américains de s'arrêter à verser des larmes sur un événement accompli ; on cherche plutôt à réparer les pertes subies ; la générosité publique est toujours en action. Comme chacun est exposé aux mêmes inconvénients, on ne se fait pas prier pour secourir ceux que le malheur atteint.

« Les compagnies paient bien des indemnités, mais il faut de longs procès avant de rien toucher. On a une ressource plus facile : avant de s'embarquer sur un bateau à vapeur ou sur un chemin de fer on s'assure pour les risques à courir. Moyennant une faible somme, vous retirez une forte indemnité si vous êtes estropié, et si vous venez à succomber vous hériteriez trouveront dans cette indemnité de quoi les consolers de votre perte. Voilà bien le génie pratique d'un peuple ! On n'accuse point le gouvernement des calamités qui surviennent, chacun est intéressé à prendre des mesures conservatrices.

« On vous a averti partout de vous défier des *pick pockets*, *miles et fellems*, tant pis si vous vous laissez voler. Les chemins de fer sont dangereux ; ne voyagez pas, on bien assurez-vous d'une bonne compagnie sur la vie avant de vous embarquer. Et puis la vie, pour ces gens-là, n'est rien si ce n'est pas l'action, les affaires, la fortune ; on doit se résigner à courir les chances de la bataille. »

« On vous a averti partout de vous défier des *pick pockets*, *miles et fellems*, tant pis si vous vous laissez voler. Les chemins de fer sont dangereux ; ne voyagez pas, on bien assurez-vous d'une bonne compagnie sur la vie avant de vous embarquer. Et puis la vie, pour ces gens-là, n'est rien si ce n'est pas l'action, les affaires, la fortune ; on doit se résigner à courir les chances de la bataille. »

« On vous a averti partout de vous défier des *pick pockets*, *miles et fellems*, tant pis si vous vous laissez voler. Les chemins de fer sont dangereux ; ne voyagez pas, on bien assurez-vous d'une bonne compagnie sur la vie avant de vous embarquer. Et puis la vie, pour ces gens-là, n'est rien si ce n'est pas l'action, les affaires, la fortune ; on doit se résigner à courir les chances de la bataille. »

« On vous a averti partout de vous défier des *pick pockets*, *miles et fellems*, tant pis si vous vous laissez voler. Les chemins de fer sont dangereux ; ne voyagez pas, on bien assurez-vous d'une bonne compagnie sur la vie avant de vous embarquer. Et puis la vie, pour ces gens-là, n'est rien si ce n'est pas l'action, les affaires, la fortune ; on doit se résigner à courir les chances de la bataille. »